**LOI SUR LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES EN MATIÈRE
D'AGRICULTURE ET D'AGROALIMENTAIRE**

DÉCISION

Affaire intéressant une demande de révision de la décision du ministre selon laquelle le requérant a commis une violation de l'alinéa 34(1)*b* du *Règlement sur la santé des animaux* et demandé par le requérant conformément à l'alinéa 13(2)*b* de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*.

David Wakefield, requérant

- et -

L'Agence canadienne d'inspection des aliments, intimée

LE PRÉSIDENT BARTON

Décision

Vu la décision du ministre en date du 12 juin 2002, ainsi que toute l'information se rapportant à la violation, la Commission, par ordonnance, annule la décision du ministre.

MOTIFS

Le requérant n'a pas demandé la tenue d'une audience.

Il ne s'agit pas ici d'une révision des faits relatifs à la violation, mais plutôt d'une révision de la décision du ministre.

Pour pouvoir modifier ou annuler la décision du ministre, la Commission de révision doit conclure qu'il y a eu erreur de droit. Sont énumérés ci-après quelques exemples généraux d'erreurs de droit qui pourraient justifier la modification ou l'annulation de la décision :

1. Les pouvoirs sont exercés de mauvaise foi.
2. Les pouvoirs sont irrégulièrement délégués.
3. Les pouvoirs sont exercés au mépris de la justice naturelle ou de l'équité.
4. Les pouvoirs sont exercés à des fins illégitimes.
5. La preuve soumise au ministre n'autorisait pas la décision qu'il a prise.
6. La décision est fondée sur des considérations hors de propos.
7. La décision est déraisonnable au point que toute personne raisonnable occupant la position du ministre se serait abstenue de la prendre.
8. Une erreur a été commise dans l'interprétation de la loi applicable ou d'une loi connexe, dans l'application des principes de common law en général, ou dans l'application des principes aux circonstances de l'affaire.

L'avis de violation, daté du 21 août 2001, mentionne que, vers 18 heures le 21 août 2001, à l'aéroport international de Vancouver, dans la province de la Colombie-Britannique, le requérant a commis une violation, soit, « a importé un sous-produit animal, à savoir du lait ou des produits laitiers, sans le certificat requis », en contravention de l'alinéa 34(1)b) du *Règlement sur la santé des animaux*. L'article 34 prévoit ce qui suit :

34.(1). Il est interdit d'importer du lait ou des produits du lait d'un pays autre que les États-Unis, ou d'une partie d'un tel pays, à moins :

a) que le pays ou la partie de pays n'ait été désigné comme étant exempt de la fièvre aphteuse en vertu de l'article 7;

b) de produire un certificat d'origine signé par un fonctionnaire du gouvernement du pays d'origine du produit attestant que le pays d'origine ou la partie de ce pays est celui visé à l'alinéa a).

Le *Règlement sur la santé des animaux* a été pris en vertu de la *Loi sur la santé des animaux*. Le Règlement est subordonné à la Loi et doit être lu en même temps que la Loi. L'obligation première d'une personne qui importe un sous-produit animal est énoncée au paragraphe 16(1) de la Loi, ainsi rédigé :

16.(1) L'importateur d'animaux, de produits ou sous-produits de ceux-ci, d'aliments pour animaux ou de produits vétérinaires biologiques, ainsi que de toute autre chose soit se rapportant aux animaux, soit contaminée par une maladie ou une substance toxique, les présente, au plus tard à l'importation, à un inspecteur, à un agent d'exécution ou à un agent des douanes qui peut les examiner lui-même ou les retenir jusqu'à ce que l'inspecteur ou l'agent d'exécution s'en charge.

Par conséquent, si un importateur se conforme à ce paragraphe 16(1), il ne pourra pas être accusé d'avoir violé l'alinéa 34(1)b) du Règlement.

Dans sa décision, le ministre tient pour avéré que le lait et les produits laitiers en cause ont été découverts au moment de l'inspection. L'inspection a eu lieu après que le requérant eut déclaré qu'il importait du lait et du yogourt, et après qu'il eut présenté ses bagages à l'inspecteur.

En agissant de la sorte, le requérant s'est conformé au paragraphe 16(1) de la *Loi sur la santé des animaux*.

Le ministre a commis l'erreur de ne pas tenir compte de la législation applicable, à savoir la *Loi sur la santé des animaux*.

Fait à Ottawa, ce 11^e jour de septembre 2002.

Thomas S. Barton, c.r., président